

modification des horaires du transport des marchandises. On tentera d'obtenir la collaboration des gouvernements provinciaux, des sociétés pétrolières et d'organismes tels que l'Association automobile du Canada et l'Association canadienne des camionneurs.

b) *Secteur résidentiel* (17 p.c. de la consommation)

Différents mécanismes seront utilisés pour encourager la conservation d'énergie par une nouvelle isolation des foyers, par la réduction de la température intérieure des maisons et par l'entretien des chaudières; ainsi:

— l'on préparera plus de programmes d'information et de publicité;

— l'on étendra cette année le programme "Ener\$age" d'évaluation de l'isolation des foyers à quelque 1,25 millions de foyers. Ce programme donne des conseils précis sur l'isolation des maisons: coûts, économies effectuées, emplacement. A ceci s'ajoutent le "Thermophone", service téléphonique gratuit de conseils sur la conservation de l'énergie, et diverses publications sur la conservation dans la maison;

— l'on offrira une plus grande accessibilité aux subventions d'isolation octroyées par le Programme canadien d'isolation des maisons.

De nombreux foyers canadiens constateront des réductions de leurs frais de chauffage allant jusqu'à 50 p.c. en refaisant l'isolation, en tirant un meilleur usage de leur chaudière et en réduisant la température de la maison durant la nuit. Encore une fois, l'on fera appel aux gouvernements provinciaux, aux services publics et au secteur privé.

c) *Secteur industriel et commercial* (23 p.c. de la consommation)

Dans ce secteur, l'on pourra:

— étendre le programme d'évaluation des dépenses énergétiques destiné au secteur commercial et industriel. A l'heure actuelle, et à la suite d'accords avec les provinces, dix autobus ayant à leur bord des ordinateurs font des évaluations énergétiques gratuites dans des complexes industriels canadiens. Six autres véhicules, semblables mais plus petits visiteront de petites industries, des commerces et des institutions. Jusqu'à maintenant, ces évaluations ont permis d'identifier un potentiel moyen de conservation d'énergie de 20 p.c. par usine visitée;

— lancer un programme de cours accélérés sur la conservation de l'énergie, destiné aux cadres de l'industrie; ce programme

sera réalisé pour le Ministère par l'Association canadienne des manufacturiers;

— accroître la publicité et l'information.

d) *Réduction de 5 p.c. de la consommation de pétrole du gouvernement fédéral*

Le gouvernement fédéral qui, depuis deux ans, a réduit sa consommation d'énergie de 10 p.c. tentera de porter ce total à 15 p.c. d'ici la fin de l'année prochaine.

e) *Réduction de l'utilisation de l'électricité dans les Maritimes*

Comme une grande proportion de l'électricité produite dans les Maritimes est tirée du pétrole importé, on élaborera des programmes d'information sur la conservation de l'électricité spécialement destinés à l'est du Canada. On tentera d'obtenir la collaboration des gouvernements provinciaux, des autorités municipales, des services publics, et des industriels aussi bien que des consommateurs.

Subventions pour l'isolation des maisons

On a déjà annoncé de très grandes modifications au programme canadien d'isolation des foyers de la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL). Les nouvelles formules de la SCHL sont disponibles depuis le 20 avril 1979, rendant le programme plus généreux et plus accessible afin d'encourager et d'aider plus de Canadiens à refaire l'isolation de leurs foyers. Ces modifications sont les suivantes:

— la date de construction des maisons donnant accès au programme passera de 1946 à 1961. Ainsi, 1,9 million de foyers de plus seront admissibles. En tout, quelque 55 p.c. des maisons canadiennes ont maintenant accès au programme;

— le coût des matériaux d'isolation sera maintenant remboursé à cent pour cent, jusqu'à un maximum de \$350 par maison.

Auparavant, seulement les deux tiers des matériaux étaient couverts, jusqu'à un maximum de \$350. Le propriétaire devait déboursier le dernier tiers des coûts;

— le tiers des frais de main-d'oeuvre pour l'installation des matériaux sera maintenant couvert jusqu'à un maximum de \$150;

— la subvention maximum passe donc à \$500;

— les matériaux couverts par le programme comprendront maintenant notamment des matériaux de calfeutrage, des garnitures d'étanchéité, des pare-vapeur, des volets isolés, ainsi qu'une liste plus étendue de produits d'isolation acceptés par la SCHL.

Ces modifications, ainsi que les programmes étendus d'information sur l'isolation que fournissent les programmes "Ener\$age" et "Thermophone" devraient encourager beaucoup plus de Canadiens à refaire l'isolation de leurs foyers avant l'arrivée de l'hiver prochain.

"Si les consommateurs réagissent de façon positive à ces mesures, nous pourrions facilement réduire de 3 p.c. notre consommation intérieure de pétrole. En y ajoutant une augmentation de 4 p.c. de sa production intérieure, le Canada remplit amplement l'engagement pris vis-à-vis de l'AEI de réduire sa consommation totale de 5 p.c.", a ajouté M. Gillespie. "De plus, une réduction de 3 p.c. des importations de pétrole permettra au gouvernement et, par conséquent au public, d'épargner \$25 millions par année en paiements de subsides à l'importation du pétrole", a conclu le ministre.

Nationalisme et internationalisme

Tel était le thème de la septième Conférence des étudiants du Commonwealth qui s'est tenue à Ottawa du 24 au 27 avril. Cette année, la Conférence s'est déroulée durant la Semaine de l'éducation au Canada.

Chaque année, depuis 1973, la section outaouaise de la Société royale du Commonwealth organise cette conférence, en collaboration et avec l'appui du ministère des Affaires extérieures et des hauts-commissaires du Commonwealth résidant à Ottawa.

La Conférence permet aux jeunes Canadiens d'approfondir leurs connaissances sur la nature du Commonwealth d'aujourd'hui et sur le rôle qu'il joue dans la recherche de solutions aux problèmes internationaux de l'heure.

Trente-huit délégations regroupant des étudiants venus de tous les coins du Canada se sont rencontrées à cette occasion, chaque délégation représentant un des pays du Commonwealth pendant la durée de la Conférence.

Lors des deux dernières journées, les participants ont simulé une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, durant laquelle chaque délégation fit connaître le point de vue du pays qu'elle représentait sur les sujets à l'ordre du jour. La procédure était la même que celle suivie aux réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth.